



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 3 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 octobre 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GABARD, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme BERNARD, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusées et représentées par pouvoir :

Mme QUERAL à M. BODIN, Mme HOLGADO à M. CARREAU

Etait excusé :

M. LIMINIANA

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. MONMARCHON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 24

Conseillers votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

5 – MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, fixant les modalités applicables du régime indemnitaire,

VU le décret n° 2004-1055 du 1er octobre 2004 portant attribution d'une indemnité de sujétions aux conseillers d'éducation populaire et de jeunesse dont le montant de référence est fixé par arrêté ministériel,

VU le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés

VU la délibération n°12 du 04 février 2014 portant sur la mise à jour du régime indemnitaire du personnel communal,

VU l'avis favorable du Comité Technique réuni le 26 octobre 2015,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables à ces personnels.

Il est demandé au Conseil Municipal de modifier la délibération n°12 du 04 février 2014 afin d'adopter les ajustements suivants :

- intégration de l'indemnité de sujétions des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse

Cette indemnité est instaurée au profit des agents relevant du cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives afin de tenir compte des sujétions imposées dans l'exercice des fonctions et des travaux supplémentaires effectués.

Le crédit global est calculé sur la base d'un taux moyen annuel multiplié par le nombre de bénéficiaires.

Le taux annuel fixé est de 4 960 €.

Selon le décret instituant la prime, les attributions individuelles sont déterminées en fonction de l'importance des sujétions et du supplément de travail fourni.

Dans le cadre de l'attribution individuelle, les taux moyens varient de 0 à 120 % du taux de référence.

Cette indemnité est non cumulable avec une concession de logement à titre gratuit.

- modification des conditions de versement du régime indemnitaire

Le régime indemnitaire sera supprimé :

- à compter du 90^{ème} jour d'arrêt dans les 12 derniers mois pour les agents en maladie ordinaire
- dès le 1^{er} jour pour les agents en congés de longue maladie, longue durée et grave maladie.

Les absences consécutives à la maternité, accident de service, maladie professionnelle ou maladie de longue durée contractée en service n'interviennent pas dans le décompte de l'absentéisme (maintien du régime indemnitaire).

Ces modifications seront applicables aux fonctionnaires titulaires et stagiaires.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif chapitre 012.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 26 octobre 2015 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 05/11/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20151103-22961-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

